
VOTATION CANTONALE

du 25 septembre 2016

Révisions de la Constitution cantonale du 10 mars 2016

**1. Election par le Grand Conseil
des procureurs qui exercent
des fonctions dirigeantes**

**2. Institution d'une autorité indépendante
de surveillance de la Justice dénommée
*« Conseil de la magistrature »***



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

SUR QUOI VOTE-T-ON ?

RÉVISIONS DE LA CONSTITUTION CANTONALE DU 10 MARS 2016 :

1. Election par le Grand Conseil des procureurs qui exercent des fonctions dirigeantes

Explications pages 4-6

Texte soumis au vote page 7

2. Institution d'une autorité indépendante de surveillance de la Justice dénommée « *Conseil de la magistrature* »

Explications pages 8-13

Texte soumis au vote page 14

PREMIER OBJET :

La question posée :

Acceptez-vous la modification de l'article 39 alinéa 2 de la Constitution cantonale concernant l'élection par le Grand Conseil des procureurs qui exercent des fonctions dirigeantes et forment le Bureau du ministère public?

Recommandation de vote :

Le Parlement et le Gouvernement vous recommandent d'accepter la modification de l'article 39 alinéa 2 de la Constitution cantonale, modification adoptée par le Grand Conseil à l'unanimité (119 voix pour, sans opposition, ni abstention).

DE QUOI S'AGIT-IL ?

La modification de l'article 39 alinéa 2 de la Constitution cantonale concerne l'élection par le Grand Conseil des procureurs. Actuellement, le Grand Conseil élit tous les procureurs, les procureurs substitués et les procureurs extraordinaires. La modification tend à simplifier ce mode de désignation : seuls les procureurs exerçant une fonction dirigeante au sein du ministère public et composant le Bureau du ministère public sont élus par le Grand Conseil. Les autres procureurs sont nommés par le Bureau.

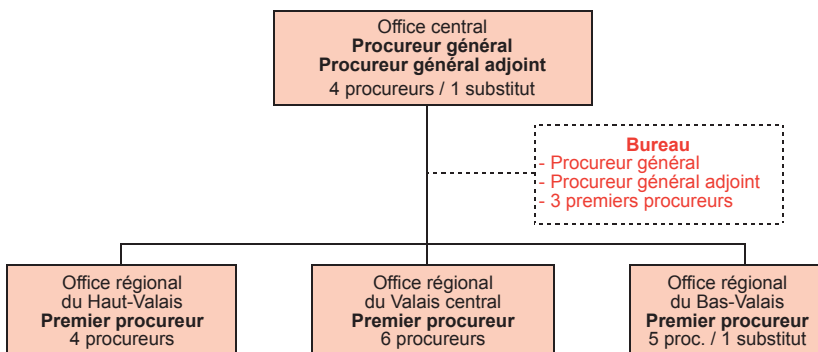
Quel est le rôle du ministère public et comment fonctionne-t-il ?

Le ministère public est une autorité de poursuite pénale. Il représente les intérêts généraux de la société devant les tribunaux et, en son nom, requiert l'application de la loi pénale. Il comprend un office central et trois offices régionaux (Haut-Valais, Valais central, Bas-Valais).

La poursuite pénale est exercée par des procureurs ; 24 procureurs et 2 procureurs substitués sont en fonction. Le procureur ou le procureur substitué durablement empêché de fonctionner est remplacé par un procureur extraordinaire.

Le ministère public est une autorité hiérarchisée. Il a à sa tête un procureur général qui organise et dirige l'activité du ministère public sur le territoire cantonal, et assure une politique uniforme en matière de lutte contre la criminalité ; il dirige simultanément l'office central, avec le soutien du procureur général adjoint. La direction des offices régionaux est assurée par un premier procureur ; il a, dans son arrondissement, des compétences analogues à celles du procureur général sur l'ensemble du territoire cantonal.

Le procureur général, son adjoint et les trois premiers procureurs exercent des fonctions dirigeantes. **Ces 5 magistrats forment le Bureau du ministère public.**



Qui désigne les procureurs ?

Selon le droit en vigueur, le Grand Conseil élit le procureur général, le procureur général adjoint, les premiers procureurs, les procureurs, les substituts et, le cas échéant, un procureur extraordinaire.

Une motion, du 14 septembre 2012, de la Commission de Justice du Grand Conseil, a démontré que la réglementation concernant l'élection des membres du ministère public était inappropriée en raison de sa complexité et de sa lenteur. Elle a demandé sa modification pour accélérer le processus de désignation d'un procureur démissionnaire ou durablement empêché de fonctionner.

Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a accepté la motion. La modification de la réglementation réside dans la simplification du mode de désignation des membres du ministère public :

- **le Grand Conseil élit les procureurs membres du Bureau du ministère public,** à savoir le procureur général, le procureur général adjoint et les premiers procureurs ;
- Le Bureau du ministère public nomme les procureurs, les substituts et, le cas échéant, un ou plusieurs procureurs extraordinaires.

Cette simplification du mode de désignation des membres du ministère public rappelle celui des juges : le Grand Conseil élit les juges cantonaux qui forment le Tribunal cantonal, et le Tribunal cantonal nomme les juges de district.

Cette simplification du mode de désignation des membres du ministère public, conçue par référence à un modèle connu et qui donne satisfaction, explique le vote unanime du Grand Conseil adoptant la modification de l'article 39 alinéa 2 de la Constitution cantonale.

TEXTE SOUMIS AU VOTE

Constitution du canton du Valais

Modification du 10 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 104 et 105 de la Constitution cantonale ;
vu que le Grand Conseil a accepté, en date du 5 mai 2014, l'opportunité de modifier la Constitution cantonale à son article 39 alinéa 2 ;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne :

I

La Constitution du canton du Valais du 8 mars 1907 est modifiée comme il suit :

Art. 39 al. 2

² Il [*le Grand Conseil*] élit le Tribunal cantonal, son président et son vice-président ainsi que les membres du Bureau du ministère public.

II

La présente réforme est soumise au vote du peuple et entre en vigueur à la date fixée par le Conseil d'Etat.

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 10 mars 2016.

Le président du Grand Conseil : **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire : **Claude Bumann**

DEUXIEME OBJET :

La question posée :

Acceptez-vous l'article 65bis nouveau de la Constitution cantonale instituant une autorité indépendante de surveillance de la Justice dénommée « *Conseil de la magistrature* » ?

Recommandation de vote :

Le Parlement et le Gouvernement vous recommandent d'accepter le nouvel article 65bis de la Constitution cantonale instituant un Conseil de la magistrature, article nouveau adopté par le Grand Conseil par 93 voix contre 28 et aucune abstention.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

La votation porte sur l'introduction d'un article 65bis dans la Constitution cantonale. Cet article institue un Conseil de la magistrature. Il s'agit d'une autorité indépendante chargée de la surveillance administrative et disciplinaire du Pouvoir judiciaire.

Quelques notions préalables pour mieux comprendre

- La Constitution pose le principe de la séparation des Pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire) et garantit l'indépendance des tribunaux vis-à-vis du Grand Conseil et du Conseil d'Etat.
- La Constitution attribue au Grand Conseil un pouvoir de haute surveillance sur les autorités judiciaires, ce qui lui permet de s'informer sur le fonctionnement de la Justice et de formuler des critiques et des recommandations. Cependant, en raison du principe de la séparation des Pouvoirs, le Grand Conseil ne peut pas imposer aux autorités judiciaires des mesures visant à améliorer leur fonctionnement.
- Le Grand Conseil confie l'exercice de cette haute surveillance à la Commission de Justice du Grand Conseil, formée de 13 membres qui représentent chacun leur famille politique. Il s'agit donc d'une autorité parlementaire purement politique, dont les attributions sont limitées en raison de la séparation des Pouvoirs.
- C'est le Tribunal cantonal qui exerce la surveillance administrative et disciplinaire sur les juges de district, de même que le Bureau du ministère public l'exerce sur les procureurs. Il s'agit donc d'une surveillance de la Justice par la Justice, qui peine parfois à convaincre en termes d'efficacité et de crédibilité. Quant aux magistrats judiciaires supérieurs (juges cantonaux et membres du Bureau du ministère public), ils ne sont soumis à aucune surveillance disciplinaire et n'en-courent donc pas de sanction en cas de manquement à leurs devoirs de fonction.

Que faire ?

Le Grand Conseil et le Conseil d'Etat sont conscients qu'une relation de confiance doit exister entre la population et la Justice, et que la situation actuelle pose parfois problème. Dès lors :

- sachant que ce serait une grave entorse au principe de la séparation des Pouvoirs d'élargir les attributions de la Commission de Justice pour lui conférer une compétence de surveillance disciplinaire et en faire une autorité de plainte,
- et qu'une instance externe au Pouvoir judiciaire serait préférable pour garantir l'indépendance de la surveillance exercée, et faire en sorte que le justiciable se sente entendu,

le Grand Conseil et le Conseil d'Etat proposent, avec l'article 65bis, de placer les autorités judiciaires sous la surveillance d'un Conseil de la magistrature investi d'attributions précises.

Le texte soumis au vote instaure le principe même d'un tel organe de contrôle ; rien de plus. En cas d'acceptation, dans une deuxième étape, la loi d'application garantira l'indépendance du Conseil de la magistrature et définira sa composition et le mode de désignation de ses membres, son organisation, ses rapports avec le Parlement et le Pouvoir judiciaire, ainsi que ses attributions.

Quels sont les buts fixés au Conseil de la magistrature ?

L'instauration d'un Conseil de la magistrature poursuit trois buts principaux :

1. Rendre la Justice plus transparente

En tant qu'autorité spécialisée et externe au Pouvoir judiciaire, le Conseil de la magistrature veille notamment à ce que les magistrats exercent leur charge avec dignité, rigueur, probité, assiduité, diligence et humanité, et conservent ainsi leur crédit auprès des justiciables. Cette surveillance efficace, attestant que le Pouvoir judiciaire ne bénéficie d'aucune immunité de fait ou de droit en cas d'insuffisance professionnelle, confère une meilleure transparence de la Justice.

Exemple :

Lors d'une décision judiciaire, un juge omet de mentionner qu'il est lié d'une façon ou d'une autre à l'une des parties. Le justiciable est alors en droit de douter de sa neutralité. Une sanction disciplinaire prononcée par le Conseil de la magistrature rappellera à ce juge son devoir d'indépendance.

2. Entendre les plaintes des justiciables

Le Conseil de la magistrature est habilité à se saisir des plaintes des justiciables qui se sentent lésés dans le traitement « *administratif* » de leur cause (p. ex. lenteurs, coûts induits, jargon juridique). Il instruit ces plaintes et y répond, sans intervenir dans le jugement lui-même, qui reste de la compétence exclusive de la Justice. Cette surveillance sur plainte s'inscrit dans un contexte de proximité avec les citoyens et de respect de leurs droits. En outre, dans une volonté d'améliorer la relation entre la population et le service public de Justice, le Conseil de la magistrature exerce une surveillance d'office à titre préventif sur le fonctionnement des tribunaux et du ministère public.

Exemple :

Un procès en divorce s'éternise. Les conjoints sont exaspérés et leurs enfants, gravement perturbés. Sur plainte, sera examinée la question de savoir si la cause des lenteurs réside dans l'organisation du travail au sein du tribunal.

3. Renforcer l'indépendance entre la Justice et les Pouvoirs politiques

Pour prévenir des tensions possibles entre le Pouvoir judiciaire et le Pouvoir politique, une surveillance exercée par une autorité spécialisée, externe aux Pouvoirs traditionnels, renforce l'indépendance de la Justice et la soustrait à l'influence du politique.

Exemple :

Le Grand Conseil adopte une loi dans le domaine du commerce et de l'industrie et, en raison d'un recours, le Tribunal cantonal doit contrôler la conformité de cette loi au droit fédéral. En confiant la surveillance du Tribunal cantonal à un Conseil de la magistrature indépendant - plutôt qu'à la Commission de Justice - on protège les juges contre la pression qu'ils pourraient ressentir de la part de députés liés aux milieux économiques.

La création du Conseil de la magistrature vise donc à préserver la confiance des autorités judiciaires envers leur organe de surveillance, et celle des citoyens envers leur Justice. Elle répond à une exigence accrue et légitime de la société envers le service public de Justice.

Qu'est-ce que cela va coûter ?

Le Conseil d'Etat milite pour un modèle svelte et l'étude des coûts prévoit un fonctionnement annuel de 300'000 francs au plus. Cette somme représente le 0.9% du budget annuel de la Justice du canton du Valais.

Quelle est l'opinion du Grand Conseil ?

Depuis 2010, l'instauration d'un Conseil de la magistrature occupe les débats politiques valaisans. En 2014, le Grand Conseil a reconnu son opportunité. A l'issue d'une large consultation des partis politiques et des milieux concernés, le Grand Conseil, lors de deux sessions en 2015 et 2016, a adopté, à une majorité de 77%, le principe d'un Conseil de la magistrature.

La majorité du Grand Conseil s'est donc montrée d'emblée favorable à un Conseil de la magistrature et elle l'est restée tout au long du processus législatif aboutissant au présent vote.

AVIS DES OPPOSANTS

ET REPONSES DU CONSEIL D'ETAT

1. Le Conseil de la magistrature est une Institution superflue

a/ **Les opposants** se réfèrent à la consultation sur l'avant-projet, lors de laquelle la majorité des milieux consultés a estimé que la Commission de Justice donnait satisfaction. Ils en déduisent qu'il est inutile d'instaurer un Conseil de la magistrature.

Réponse du Conseil d'Etat: Lors de la consultation sur l'avant-projet d'article constitutionnel, la majorité des participants a effectivement jugé positivement le travail de la Commission de Justice. Mais, la majorité a également admis qu'un Conseil de la magistrature lui serait préférable en tant qu'autorité indépendante des Pouvoirs politiques, dotée de compétences accrues dans l'exercice de la surveillance.

b/ **Les opposants** estiment que la surveillance exercée par le Conseil de la magistrature sur les autorités judiciaires ne permettra pas l'accélération du traitement des causes pendantes.

Réponse du Conseil d'Etat: le Conseil de la magistrature aura la capacité de sanctionner les manquements. Cela permettra d'instaurer un cercle vertueux de discipline et d'organisation dans la prise en charge des dossiers. En outre, les juges cantonaux et le procureur général seront déchargés de leurs tâches actuelles de surveillance administrative. Ils pourront ainsi consacrer plus de temps au traitement des dossiers en cours.

2. Le Conseil de la magistrature coûtera trop cher

Les opposants considèrent que les coûts de fonctionnement du Conseil de la magistrature, devisés à environ 300'000 francs par le Département des finances, sont trop importants pour une Institution qui ne répond à aucun besoin. En outre, ils rappellent que les budgets prévus sont souvent dépassés, car toute autorité nouvelle crée le besoin avec un « *appel d'air* » pour les mécontents.

Réponse du Conseil d'Etat: Le coût de fonctionnement du Conseil de la magistrature est estimé à 300'000 francs au plus, soit le 0.9% du coût de la Justice valaisanne. Si, toutefois, ce montant devait être dépassé, cela démontrerait l'existence d'un besoin dans la population et la nécessité d'y répondre pour redonner confiance aux justiciables. Puis, dès que les améliorations seraient effectives dans l'Institution judiciaire, les choses rentreraient dans l'ordre et le budget de 300'000 francs sera alors respecté.

TEXTE SOUMIS AU VOTE

Constitution du canton du Valais

Modification du 10 mars 2016

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les articles 104 et 105 de la Constitution cantonale ;
vu la décision du Grand Conseil du 5 mai 2014 acceptant l'opportunité de réviser la Constitution cantonale pour y introduire une base constitutionnelle pour l'institution d'un Conseil de la magistrature ;
vu les articles 60 à 65 de la Constitution cantonale ; sur la proposition du Conseil d'Etat,

ordonne :

I

La Constitution du canton du Valais du 8 mars 1907 est modifiée comme il suit :

Art. 65bis nouveau

¹ Le Conseil de la magistrature est une autorité indépendante de surveillance de la Justice.

² Il exerce la surveillance administrative et disciplinaire sur les autorités judiciaires cantonales et les magistrats du ministère public. Est réservée la compétence exclusive du Grand Conseil de révoquer, pour de justes motifs, les magistrats qu'il a élus.

³ Il est soumis à la haute surveillance du Grand Conseil.

⁴ Le Grand Conseil élit les membres du Conseil de la magistrature qui ne sont pas désignés par la loi.

⁵ Pour le surplus, la loi fixe :

1. la composition, le mode de désignation et l'organisation du Conseil de la magistrature ;
2. la voie de recours contre les décisions du Conseil de la magistrature ;
3. les rapports du Conseil de la magistrature avec le Grand Conseil, le Tribunal cantonal et le ministère public ;
4. la collaboration du Conseil de la magistrature aux élections judiciaires.

II

La présente réforme est soumise au vote du peuple.

Ainsi adopté en deuxième lecture en séance du Grand Conseil, à Sion, le 10 mars 2016.

Le président du Grand Conseil : **Nicolas Voide**
Le chef du Service parlementaire : **Claude Bumann**

KANTONALE ABSTIMMUNG

vom 25. September 2016

**Revision der Kantonsverfassung
vom 10. März 2016**

**1. Wahl der Staatsanwälte durch
den Grossen Rat, welche
Führungsfunktionen wahrnehmen**

**2. Einführung einer unabhängigen
Aufsichtsbehörde über die Justiz,
genannt „Justizrat“**



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

ÜBER WAS STIMMEN WIR AB?

REVISION DER KANTONSVERFASSUNG VOM 10. MÄRZ 2016:

1. **Wahl der Staatsanwälte durch den Grossen Rat, welche Führungsfunktionen wahrnehmen**

Erläuterungen Seiten 4-6

Zur Abstimmung unterbreiteter Text Seite 7

2. **Einführung einer unabhängigen Aufsichtsbehörde über die Justiz, genannt „Justizrat“**

Erläuterungen Seiten 8-13

Zur Abstimmung unterbreiteter Text Seite 14

ERSTE VORLAGE:

Die Abstimmungsfrage lautet:

Wollen Sie die Änderung des Artikels 39 Absatz 2 der Kantonsverfassung betreffend die Wahl der Staatsanwälte durch den Grossen Rat, welche Führungsfunktionen wahrnehmen und das Büro der Staatsanwaltschaft bilden, annehmen?

Abstimmungsempfehlung:

Das Parlament und die Regierung empfehlen Ihnen, der Änderung des Artikels 39 Absatz 2 der Kantonsverfassung, welche vom Grossen Rat einstimmig (mit 119 Stimmen, ohne Gegenstimmen, ohne Enthaltungen) angenommen wurde, zuzustimmen.

WORUM GEHT ES ?

Die Änderung des Artikels 39 Absatz 2 der Kantonsverfassung betrifft die Wahl der Staatsanwälte durch den Grossen Rat. Gegenwärtig wählt der Grosse Rat alle Staatsanwälte, die Substituten und die ausserordentlichen Staatsanwälte. Die Änderung strebt eine Vereinfachung dieses Wahlmodus an: nur jene Staatsanwälte, welche innerhalb der Staatsanwaltschaft eine Führungsfunktion wahrnehmen und das Büro der Staatsanwaltschaft bilden, werden vom Grossen Rat gewählt. Die anderen Staatsanwälte werden vom Büro ernannt.

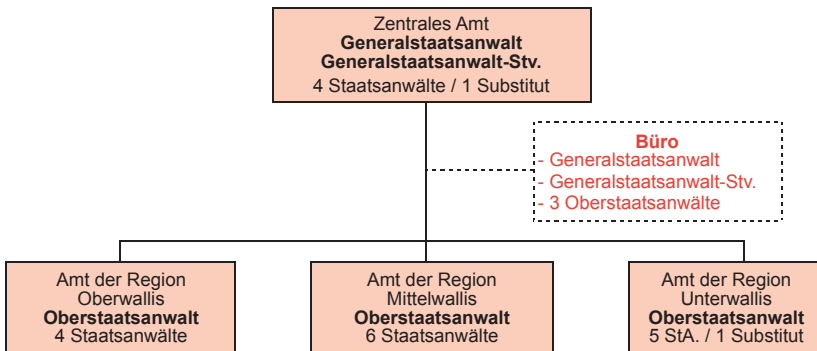
Was ist die Rolle der Staatsanwaltschaft und wie funktioniert sie ?

Die Staatsanwaltschaft ist eine Strafverfolgungsbehörde. Sie vertritt die allgemeinen Interessen der Gesellschaft vor den Gerichten und fordert, in ihrem Namen, die Anwendung des Strafgesetzes. Sie umfasst ein zentrales Amt und drei regionale Ämter (Oberwallis, Mittelwallis, Unterwallis).

Die Strafverfolgung wird durch die Staatsanwälte ausgeübt; 24 Staatsanwälte und 2 Substituten sind im Amt. Ist ein Staatsanwalt oder ein Substitut dauerhaft an der Ausübung seines Amtes verhindert, wird er durch einen ausserordentlichen Staatsanwalt ersetzt.

Die Staatsanwaltschaft ist eine hierarchische Behörde. An ihrer Spitze steht der Generalstaatsanwalt, welcher die Tätigkeiten der Staatsanwaltschaft auf dem ganzen Kantonsgebiet organisiert und leitet. Er gewährleistet eine einheitliche Strategie im Kampf gegen die Kriminalität. Gleichzeitig leitet er das zentrale Amt mit Unterstützung des Generalstaatsanwalt-Stellvertreters. Den drei regionalen Ämtern stehen die Oberstaatsanwälte vor; die Oberstaatsanwälte nehmen in ihren Regionen ähnliche Aufgaben wahr wie der Generalstaatsanwalt auf dem gesamten Kantonsgebiet.

Der Generalstaatsanwalt, sein Stellvertreter und die drei Oberstaatsanwälte nehmen Führungsfunktionen wahr. **Diese 5 Magistraten bilden das Büro der Staatsanwaltschaft.**



Wer ernennt die Staatsanwälte ?

Gemäss geltendem Recht wählt der Grosse Rat den Generalstaatsanwalt, den stellvertretenden Generalstaatsanwalt, die Oberstaatsanwälte, die Staatsanwälte und die Substituten und wenn nötig einen ausserordentlichen Staatsanwalt.

In einer Motion vom 14. September 2012 hat die Justizkommission des Grossen Rates darauf hingewiesen, dass die Vorschriften betreffend die Wahl der Mitglieder der Staatsanwaltschaft unzweckmässig sind, wegen deren Umständlichkeit und Langsamkeit. Sie verlangte deren Änderung, um das Ersetzen eines zurückgetretenen oder dauerhaft in der Ausübung seines Amtes verhinderten Staatsanwaltes zu beschleunigen.

Auf Vorschlag des Staatsrates hat der Grosse Rat die Motion angenommen. Die Änderung der Vorschriften bestehen in der Vereinfachung der Ernennung der Mitglieder der Staatsanwaltschaft:

- **der Grosse Rat wählt die Mitglieder des Büros der Staatsanwaltschaft**, nämlich den Generalstaatsanwalt, den stellvertretenden Generalstaatsanwalt und die Oberstaatsanwälte ;
- das Büro der Staatsanwaltschaft ernennt die Staatsanwälte, die Substituten und wenn nötig einen oder mehrere ausserordentliche Staatsanwälte.

Diese Vereinfachung des Wahlmodus erinnert an jenen der Richter: Der Grosse Rat wählt die Kantonsrichter, welche das Kantonsgericht bilden und das Kantonsgericht ernennt die Bezirksrichter.

Diese Vereinfachung des Wahlmodus der Mitglieder der Staatsanwaltschaft, welche in Anlehnung an ein bewährtes Modell entworfen wurde, ist vom Grossen Rat mit der Änderung von Artikel 39 Absatz 2 der Kantonsverfassung einstimmig angenommen worden.

ABSTIMMUNGSTEXT

Verfassung des Kantons Wallis

Änderung vom 10. März 2016

Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen die Artikel 104 und 105 der Kantonsverfassung;
eingesehen, dass der Grosse Rat am 5. Mai 2014 die Zweckmässigkeit der Änderung des Artikels 39 Absatz 2 der Kantonsverfassung angenommen hat;
auf Antrag des Staatsrates,

verordnet:

I

Die Verfassung des Kantons Wallis vom 8. März 1907 wird wie folgt geändert:

Art. 39 Abs. 2

² Er [*der Grosse Rat*] wählt das Kantonsgericht, dessen Präsidenten und Vizepräsidenten sowie die Mitglieder des Büros der Staatsanwaltschaft.

II

Die vorliegende Änderung unterliegt der Volksabstimmung und der Staatsrat legt das Datum des Inkrafttretens fest.

So angenommen in zweiter Lesung im Grossen Rat in Sitten, den 10. März 2016.

Der Präsident des Grossen Rates: **Nicolas Voide**
Der Chef des Parlamentsdienstes: **Claude Bumann**

ZWEITE VORLAGE:

Die Abstimmungsfrage lautet:

Wollen Sie den neuen Artikel 65bis der Kantonsverfassung zur Einführung einer unabhängigen Aufsichtsbehörde über die Justiz, genannt „*Justizrat*“ annehmen?

Abstimmungsempfehlung:

Das Parlament und die Regierung empfehlen Ihnen, den neuen Artikel 65bis der Kantonsverfassung zur Einführung eines Justizrates, welcher vom Grossen Rat mit 93 zu 28 Stimmen und ohne Enthaltungen angenommen wurde, anzunehmen.

WORUM GEHT ES ?

Die Abstimmung betrifft die Einführung eines Artikels 65bis in die Kantonsverfassung. Dieser Artikel setzt einen Justizrat ein. Dabei handelt es sich um eine unabhängige Behörde, welche die administrative und disziplinarische Aufsicht über die richterliche Gewalt wahrnimmt.

Vorgängig einige Begriffserklärungen zum besseren Verständnis

- Die Verfassung legt das Prinzip der Gewaltenteilung fest (Legislative, Exekutive, Judikative) und garantiert die Unabhängigkeit der Gerichte gegenüber dem Grossen Rat und dem Staatsrat.
- Die Verfassung überträgt dem Grossen Rat die Oberaufsicht über die Justizbehörden, was ihm erlaubt, sich über die Funktionsweise der Justiz zu informieren und Kritik und Vorschläge anzubringen. Aus Gründen der Gewaltenteilung kann der Grosse Rat den Justizbehörden jedoch keine Massnahmen zur Verbesserung ihrer Funktionsweise vorschreiben.
- Der Grosse Rat überträgt die Ausübung dieser Oberaufsicht der Justizkommission des Grossen Rates. Diese besteht aus 13 Mitgliedern, welche die politische Zusammensetzung des Grossen Rates repräsentieren. Es handelt sich dabei also um eine rein politische Parlamentsbehörde, deren Kompetenzen beschränkt sind, aus Gründen der Gewaltenteilung.
- Das Kantonsgericht übt die administrative und disziplinarische Aufsicht über die Bezirksrichter aus, so wie sie das Büro der Staatsanwaltschaft über die Staatsanwälte ausübt. Es handelt sich dabei also um eine Aufsicht der Justiz über die Justiz, welche bezüglich Wirksamkeit und Glaubwürdigkeit nicht immer zu überzeugen vermag. Was die höheren Justizmagistraten (Kantonsrichter, Mitglieder des Büros der Staatsanwaltschaft) betrifft, so unterstehen sie keinerlei disziplinarischer Aufsicht und müssen damit im Falle einer Amtspflichtverletzung nicht mit Disziplinarsanktionen rechnen.

Was ist zu tun ?

Der Grosse Rat und der Staatsrat sind sich bewusst, dass zwischen der Bevölkerung und der Justiz ein Vertrauensverhältnis bestehen sollte und dass die aktuelle Situation gelegentlich Probleme bereitet. Deshalb schlagen der Grosse Rat und der Staatsrat vor:

- im Bewusstsein, dass es ein grober Verstoss gegen das Prinzip der Gewaltenteilung wäre, die Kompetenzen der Justizkommission auszuweiten und ihr die disziplinarische Aufsicht zu übertragen und aus ihr eine Beschwerdeinstanz zu machen,
- und in der Überzeugung, dass eine Instanz ausserhalb der richterlichen Gewalt vorzuziehen wäre, um die Unabhängigkeit der ausgeübten Aufsicht zu garantieren und dafür zu sorgen, dass der Rechtsuchende sich verstanden fühlt,

mit dem Artikel 65bis die Justizbehörden unter die Aufsicht eines Justizrates zu stellen, welcher mit klaren Kompetenzen ausgestattet ist.

Der Abstimmungstext führt lediglich den Grundsatz für ein solches Kontrollorgan ein. Nach dessen Annahme wird, in einem zweiten Schritt, das Einführungsgesetz die Unabhängigkeit des Justizrates garantieren und dessen Zusammensetzung, die Ernennung seiner Mitglieder, seine Organisation, seine Beziehungen mit dem Parlament und der richterlichen Gewalt sowie seine Kompetenzbereiche festlegen.

Welche Ziele sollen mit dem Justizrat erreicht werden ?

Die Errichtung eines Justizrates verfolgt drei Hauptziele:

1. Die Justiz transparenter machen

Als spezialisierte Behörde ausserhalb der richterlichen Gewalt wacht der Justizrat insbesondere darüber, dass die Magistraten ihr Amt mit Würde, Entschiedenheit, Aufrichtigkeit, Gewissenhaftigkeit, Sorgfalt und Menschlichkeit ausüben und dadurch ihr Ansehen bei den Rechtsuchenden bewahren. Diese wirksame Aufsicht, welche anerkennt, dass die richterliche Gewalt, bei Vorliegen unzulänglicher fachlicher Leistungen, über keinerlei Immunität verfügt, weder tatsächlicher noch rechtlicher Natur, verleiht der Justiz eine bessere Transparenz.

Beispiel :

Anlässlich eines Gerichtsentscheids unterlässt es der Richter zu erwähnen, dass er auf die eine oder andere Art mit einer der Parteien verbunden ist. Der Rechtsuchende hat nun allen Grund an dessen Neutralität zu zweifeln. Eine durch den Justizrat ausgesprochene Disziplinarsanktion wird diesen Richter an seine Pflicht zur Unabhängigkeit erinnern.

2. Die Beschwerden der Rechtsuchenden anhören

Der Justizrat ist befugt sich mit den Beschwerden der Rechtsuchenden, welche sich durch die „*administrative*“ Behandlung ihres Falles (z.B. Langsamkeit, hervorgerufene Kosten, Juristenjargon) beeinträchtigt fühlen, zu befassen. Er untersucht diese Beschwerden und entscheidet darüber, ohne in die Beurteilung des eigentlichen Falles einzugreifen. Diese verbleibt in der ausschliesslichen Zuständigkeit der Justiz. Diese Aufsicht auf Beschwerde hin dient der Bürgernähe und zeugt von der Respektierung der Rechte des Einzelnen. Ausserdem übt der Justizrat – im Willen die Beziehung zwischen der Bevölkerung und dem öffentlichen Dienst des Justizwesens zu verbessern – von Amtes wegen eine präventive Aufsicht über den Betrieb der Gerichte und der Staatsanwaltschaft aus.

Beispiel:

Ein Scheidungsprozess zieht sich in die Länge. Die Ehepartner sind aufgebracht und die Kinder schwer beeinträchtigt. Auf Beschwerde hin wird die Frage geprüft, ob sich das Verfahren aufgrund der Arbeitsorganisation des Gerichtes hinzieht.

3. Die Unabhängigkeit der Justiz gegenüber der politischen Macht stärken

Die durch eine spezialisierte Behörde, ausserhalb der traditionellen Gewalten, ausgeübte Aufsicht stärkt die Unabhängigkeit der Justiz und entzieht diese dem politischen Einfluss. Dies dient der Vorbeugung möglicher Spannungen zwischen der richterlichen und der politischen Gewalt.

Beispiel:

Der Grosse Rat nimmt ein Gesetz im Bereich des Handels und der Industrie an. Aufgrund einer Beschwerde muss das Kantonsgericht die Übereinstimmung dieses Gesetzes mit dem Bundesrecht überprüfen. Indem die Aufsicht über das Kantonsgericht einem unabhängigen Justizrat – anstatt der Justizkommission – übertragen wird, werden die Richter gegen mögliche Druckversuche wirtschaftsnaher Grossräte geschützt.

Die Schaffung eines Justizrates hat also zum Ziel, das Vertrauen der Justizbehörden gegenüber ihren Aufsichtsorganen und jenes der Bürger gegenüber der Justiz zu wahren. Sie ist die Antwort auf eine gesteigerte und legitime Forderung der Gesellschaft gegenüber dem vom Justizwesen geleisteten öffentlichen Dienst.

Was wird das kosten ?

Der Staatsrat setzt sich für ein schlankes Modell ein. Die Kostenstudie sieht vor, dass die jährlichen Betriebskosten höchstens 300'000 Franken betragen werden. Diese Summe entspricht 0,9% des Jahresbudgets der Walliser Justiz.

Was ist die Meinung des Grossen Rates ?

Seit 2010 ist die Errichtung eines Justizrates das Thema politischer Debatten im Wallis. 2014 hat der Grosse Rat seine Zweckmässigkeit anerkannt. Am Ende eines ausgedehnten Vernehmlassungsverfahrens innerhalb der politischen Parteien und der betroffenen Kreise hat der Grosse Rat während zweier Sessionen in den Jahren 2015 und 2016, mit einer Mehrheit von 77%, den Justizrat im Grundsatz angenommen.

Die Mehrheit des Grossen Rates hat sich somit auf Anhieb für einen Justizrat ausgesprochen. Diese Zustimmung hat sie während des langen Gesetzgebungsverfahrens, welches zu dieser Abstimmung geführt hat, beibehalten.

ARGUMENTE DER GEGNER

UND ANTWORTEN DES STAATSRATES

1. Der Justizrat ist eine überflüssige Institution

a/ **Die Gegner** beziehen sich auf das Vernehmlassungsverfahren zum Vorentwurf bei welchem die Mehrheit der befragten Kreise der Meinung war, dass die Justizkommission zufriedenstellend sei. Sie schliessen daraus, dass die Einführung eines Justizrates unnötig sei.

Antwort des Staatsrates: Anlässlich des Vernehmlassungsverfahrens zum Vorentwurf über den Verfassungsartikel hat die Mehrheit der Teilnehmer die Arbeit der Justizkommission tatsächlich positiv gewürdigt. Die Mehrheit hat aber ebenfalls eingeräumt, dass ein Justizrat, als eine von der politischen Gewalt unabhängige Behörde, ausgestattet mit erweiterten Kompetenzen, für die Ausübung der Aufsicht vorzuziehen wäre.

b/ **Die Gegner** sind der Ansicht, dass die durch den Justizrat ausgeübte administrative Aufsicht in keiner Weise zur Beschleunigung der hängigen Gerichtsverfahren beitragen werde.

Antwort des Staatsrates: Der Justizrat wird über die Kompetenz verfügen, Verstösse zu ahnden. Dies wird eine positive Wechselwirkung zwischen Disziplin und Organisation in der Behandlung der Dossiers herbeiführen. Ausserdem werden die Kantonsrichter und die Staatsanwälte von ihren jetzigen administrativen Aufsichtsaufgaben entlastet. Sie werden somit über mehr Zeit verfügen, um die hängigen Fälle zu bearbeiten.

2. Der Justizrat ist zu teuer

Die Gegner betrachten die Betriebskosten des Justizrates, welche vom Finanzdepartement auf ungefähr 300'000 Franken veranschlagt werden als zu erheblich für eine Institution, welche keinem Bedürfnis entspreche. Ausserdem erinnern sie daran, dass die vorgesehenen Budgets häufig überschritten würden, weil jede neue Behörde Bedürfnisse wecke und den Unzufriedenen „Aufwind“ verleihe.

Antwort des Staatsrates: Die Betriebskosten des Justizrates werden auf höchstens 300'000 Franken geschätzt, das heisst auf 0.9% der Kosten der Walliser Justiz. Sollte dieser Betrag wider Erwarten überschritten werden, wäre dies als Zeichen dafür zu werten, dass ein echtes Bedürfnis in der Bevölkerung vorhanden ist und eine Notwendigkeit besteht, darauf zu reagieren, um das Vertrauen der Rechtssuchenden wieder herzustellen. Sobald jedoch die Verbesserungen im Justizwesen wirksam werden, werden die Kosten wieder sinken und das Budget von 300'000 Franken wird eingehalten werden.

ABSTIMMUNGSTEXT

Verfassung des Kantons Wallis

Änderung vom 10. März 2016

Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen die Artikel 104 und 105 der Kantonsverfassung ;
eingesehen den Entscheid des Grossen Rates über die Zweckmässigkeit einer Verfassungsrevision zur Einführung einer verfassungsmässigen Grundlage für die Gründung eines Justizrates vom 5. Mai 2014 ;
eingesehen die Artikel 60 bis 65 der Kantonsverfassung ;
auf Antrag des Staatsrates,

verordnet:

I

Die Verfassung des Kantons Wallis vom 8. März 1907 wird wie folgt geändert:

Art. 65bis neu

¹ Der Justizrat ist eine unabhängige Justizaufsichtsbehörde.

² Er übt über die kantonalen Gerichtsbehörden und die Magistraten der Staatsanwaltschaft die administrative und disziplinarische Aufsicht aus. Die ausschliessliche Kompetenz des Grossen Rates, die von ihm gewählten Magistraten aus wichtigen Gründen ihres Amtes zu entheben, bleibt vorbehalten.

³ Er ist der Oberaufsicht des Grossen Rates unterstellt.

⁴ Der Grosse Rat wählt die Mitglieder des Justizrates, die nicht vom Gesetz bestimmt werden.

⁵ Ausserdem legt das Gesetz Folgendes fest:

1. die Zusammensetzung, die Ernennungsweise und die Organisation des Justizrates ;
2. den Rechtswittelweg gegen die Entscheide des Justizrates ;
3. die Beziehungen zwischen dem Justizrat und dem Grossen Rat, dem Kantonsgericht und der Staatsanwaltschaft ;
4. die Mitarbeit des Justizrates bei den richterlichen Wahlen.

II

Die vorliegende Reform wird dem Volke zur Abstimmung unterbreitet.

So angenommen in zweiter Lesung im Grossen Rat in Sitten, den 10. März 2016.

Der Präsident des Grossen Rates : **Nicolas Voide**
Der Chef des Parlamentsdienstes : **Claude Bumann**